

Arrêté du 02 MARS 2020 portant délégation de signature pour la direction de la Banque des territoires de la Caisse des dépôts et consignations

CDC-AD20010

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;
Vu le code monétaire et financier, notamment les articles L. 518-2 et suivants et les articles R. 518-1 et suivants ;
Vu le titre X de la loi sur les finances du 28 avril 1816 modifié ;
Vu l'arrêté du 26 juillet 2018 portant organisation de la Caisse des dépôts et consignations ;

Arrête :

Article 1

Délégation est donnée à M. Olivier Sichel, directeur général adjoint, directeur de la Banque des territoires de la Caisse des dépôts et consignations, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, y compris :

1° Tous actes relatifs à la désignation des représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions de la direction de la Banque des territoires ;

2° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions du code de la commande publique dans la limite des attributions de la direction de la Banque des territoires.

M. Olivier Sichel est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la direction de la Banque des territoires.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à Mélanie Pavros, directrice du cabinet du directeur général adjoint, à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 1^{er}.

Mme Mélanie Pavros, est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la direction de la Banque des territoires.

Chapitre I : Dispositions relatives aux fonctions supports et de pilotage de la direction de la Banque des territoires

Section 1 : Département des finances de la direction de la Banque des territoires

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à Mme Sarah Lacoche, directrice du département des finances de la direction de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 1^{er} dans la limite des attributions de ce département.

Mme Sarah Lacoche est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions du département des finances de la direction de la Banque des territoires.

Article 4

I. – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sarah Lacoche,, délégation est donnée à M. Nicolas Chung, directeur de la mission mandats et investissements d'avenir (MIA) à la Caisse des dépôts et consignations, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Mme Angèle Calabrese-Vidal, secrétaire générale de la mission MIA, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite des attributions de la mission, y compris :

1° Tous actes relatifs au fonctionnement administratif et financier de la mission ;

2° Les conventions relatives à la réalisation de la mission, les conventions de partenariat, les documents relatifs à des titres financiers ainsi que les documents budgétaires et comptables relevant des attributions de la mission ;

3° Tous actes relatifs à la désignation de représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de la mission chargée des mandats et investissements d'avenir (MIA) et des mandats du grand plan d'investissement ;

4° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions du code de la commande publique dans la limite des attributions de la mission mandats et investissement d'avenir (MIA).

II. – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas Chung et de Mme Angèle Calabrese-Vidal, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés au I du présent article à l'exclusion de ceux visés au 4°, à :

a) Mme Nada Villermain-Lécolier, directrice adjointe de la mission MIA, en charge du développement économique ;

b) Mme Maud Franca, directrice adjointe de la mission MIA en charge du numérique.

III. – M. Nicolas Chung, Mme Angèle Calabrese-Vidal et, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, les délégataires mentionnés au II sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les organes ou assemblées générales mentionnés au 3° du I du présent article.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sarah Lacoche, délégation est donnée à M. François Elia, directeur du pôle pilotage portefeuille et engagements, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 1° et 2° de l'article 1^{er}.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Elia, délégation est donnée à Mme Anne-Sophie Burtin, responsable du pilotage opérationnel et animation du portefeuille Middle office, à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes relatifs à l'activité du middle office des opérations d'investissement de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires, notamment les notes, correspondances et bulletins de souscription et ordres de mouvements, dans la limite des attributions de ce département, à l'exclusion des actes mentionnés aux 1° et 2° de l'article 1^{er}.

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sarah Lacoche, délégation est donnée à Mme Dalila Nemiri, directrice du pôle pilotage économique et opérationnel, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 1° et 2° de l'article 1^{er}.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dalila Nemiri, délégation est donnée à M. Bartolomé Basanta, responsable du pilotage budgétaire et performance opérationnelle, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 1° et 2° de l'article 1^{er}.

Section 2 : Département des ressources humaines de la direction de la Banque des territoires

Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à M. Kosta Kastrinidis, directeur du département des ressources humaines de la direction de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, y compris ceux mentionnés au 2° de l'article 1^{er}, dans la limite des attributions de ce département, notamment en matière de transformation culturelle et managériale, d'accompagnement du comité exécutif de la direction de la Banque des territoires, et de développement des compétences, notamment dans le cadre du projet Université des territoires de la direction de la Banque des territoires, ainsi qu'en matière d'intérim et de coaching.

M. Kosta Kastrinidis est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions du département des ressources humaines de la direction de la Banque des territoires.

Article 8

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Kosta Kastrinidis, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes visés à l'article 7, à l'exclusion de ceux mentionnés au 2° de l'article 1, à :

- 1° Mme Danièle Diez, responsable du pilotage, de la stratégie et de la qualité RH métier ;
- 2° Mme Virginie Robichon, responsable de l'accompagnement RH et de la conduite du changement ;
- 3° M. Lucien Risal, responsable du développement RH et de l'innovation sociale, ainsi que de l'Université des territoires.

Section 3 : Département de la transformation numérique de l'établissement public et de la stratégie digitale de la direction de la Banque des territoires

Article 9

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à M. Benoit Parizet, directeur du département de la transformation numérique de l'établissement public et de la stratégie digitale de la direction de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, à l'exception de ceux mentionnés au 1° de l'article 1^{er}.

M. Benoit Parizet est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions du département de la transformation numérique de l'établissement public et de la stratégie digitale de la direction de la Banque des territoires.

Section 4 : Département de la communication de la direction de la Banque des territoires

Article 10

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à M. Jean-Pierre Dupasquier, directeur du département de la communication de la direction de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, à l'exception de ceux mentionnés au 1° de l'article 1^{er}.

M. Jean-Pierre Dupasquier est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions du département de la communication de la direction de la Banque des territoires.

Chapitre II : Dispositions relatives aux directions métiers de la direction de la Banque des territoires

Section 1 : Direction des prêts de la direction de la Banque des territoires

Article 11

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à Mme Marianne Laurent, directrice de la direction des prêts de la direction de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de la direction des prêts, y compris :

1° Tous actes relatifs à la désignation des représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions de la direction des prêts de la direction de la Banque des territoires ;

2° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions du code de la commande publique dans la limite des attributions de la direction des prêts de la direction de la Banque des territoires ;

3° Avec faculté de substituer ou de donner mandat, les actes notariés et actes d'affectation hypothécaire, les délégations d'assurances, les mainlevées d'hypothèques avec ou sans constatation de paiement et consentement aux radiations, les cessions d'antériorité, les inscriptions et renouvellements d'hypothèques, de nantissements, de privilèges de vendeur ou de prêteur de deniers, ainsi que les actes de vente avec transfert de prêts ;

4° Les actes relatifs à la gestion de l'action « projets territoriaux intégrés pour la transition énergétique » du programme d'investissements d'avenir (PIA) mise en œuvre par la direction des prêts de la direction de la Banque des territoires.

Mme Marianne Laurent est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la direction des prêts de la direction de la Banque des territoires.

Article 12

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marianne Laurent, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes visés à l'article 11, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant de ceux mentionnés au 3° de cet article, à :

1° M. Hakim Lahlou, responsable de la coordination et du suivi des objectifs stratégiques ;

2° M. Pierre Laurent, responsable du département du développement ;

3° M. Jean-François Frère, responsable du département gestion et comptabilité des prêts, à l'exclusion des actes mentionnés au 2° de l'article 11 ;

4° Mme Maria Rucli, responsable du département du marketing et support métier prêteur, à l'exclusion des actes mentionnés au 2° de l'article 11 ;

5° Mme Marie Ordas-Monot, responsable des partenariats/référent logement, à l'exclusion des actes mentionnés au 2° de l'article 11 ;

6° Mme Chantal Philippe, experte financière sénior, à l'exclusion des actes mentionnés au 2° de l'article 11.

M. Hakim Lahlou, M. Pierre Laurent, M. Jean-François Frère, Mme Maria Rucli, Mme Marie Ordas-Monot et Mme Chantal Philippe sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la direction des prêts de la direction de la Banque des territoires.

Article 13

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Laurent, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, dans la limite de leurs attributions respectives, les actes mentionnés à l'article 11, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 1°, 2° et 3° de cet article, à :

1° M. Bruno Coquemont, adjoint au responsable du département du développement ;

2° Mme Bérénice Bouculat, responsable du service logement social et réaménagement ;

3° M. Rodolphe Masson, responsable du service secteur public et projets complexes.

M. Bruno Coquemont, ainsi que Mme Bérénice Bouculat et M. Rodolphe Masson sont habilités à

représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la direction des prêts de la direction de la Banque des territoires.

Article 14

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François Frère, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, dans la limite de leurs attributions respectives, les actes mentionnés à l'article 11, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 1°, 2 et 4° de cet article, et avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant de ceux mentionnés au 3°, à :

1° Mme Dominique Deknuydt, responsable du service de la gestion des prêts sur fonds d'épargne, ainsi qu'à ses adjoints, Mme Nadine Perrier et M. Louis Claude ;

2° M. Sylvain Duquesnoy, responsable du service comptabilité et rapprochement et du service pilotage et contrôle de la production, ainsi qu'à ses adjointes, Mme Cathy Dupriez et Mme Mebarka Agha ;

3° Mme Olivia Le Louarne, responsable de la gestion des prêts au sein du service gestion des prêts sous convention et, à compter du 16 mars 2020, Mme Emmanuelle Salles, responsable du middle office professions juridiques au sein du service gestion des prêts sous convention ;

4° Mme Randa Matta-Bouillet adjointe au responsable du département gestion et comptabilité des prêts, en charge du pôle conduite du changement.

Section 2 : Direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires

Article 15

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à M. Antoine Troesch, directeur de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de cette direction, y compris :

1° Les contrats de partenariat et de soutien financier ;

2° Les actes de mutation d'actifs ;

3° Les actes d'affectation hypothécaire, de nantissement de titres financiers et droits sociaux et toutes autres sûretés et garanties ainsi que l'ensemble des mainlevées totales ou partielles s'y rapportant ;

4° Les actes relatifs à la création de sociétés, notamment les statuts de sociétés et pactes d'actionnaires ou de toutes autres entités ayant ou non la personnalité morale, dont l'activité relève de la compétence de cette direction ;

5° Les actes relatifs à la désignation des représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère visées au 4° ;

6° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions du code de la commande publique dans la limite des attributions de la direction.

M. Antoine Troesch, est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout autre organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires.

Article 16

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Antoine Troesch, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 15 à Mme Dara Lecomte, directrice du pilotage transverse et de la performance de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires et à M. Gabriel Giabicani, directeur du département innovation et opérations de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires.

Mme Dara Lecomte et M. Gabriel Giabicani sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires.

Article 17

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Antoine Troesch délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, à l'exclusion des actes visés au 6° de l'article 15 correspondant aux contrats d'un montant supérieur à 100 000 euros hors taxes à :

- 1° M. Christophe Genter, directeur du département cohésion sociale et territoriale de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Marianne Faucheux, directrice adjointe du département cohésion sociale et territoriale de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département ;
- 2° M. Pierre Aubouin, directeur du département infrastructures et transport de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Gautier Chatelus, directeur adjoint du département infrastructures et transport de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires dans la limite des attributions de ce département ;
- 3° M. Gabriel Giabicani, directeur du département innovation et opérations de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Anne Wintrebert, directrice adjointe du département innovation et opérations de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département ;
- 4° M. Emmanuel Legrand, directeur du département transition énergétique et écologique de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Cédric Desmedt, directeur adjoint du département transition énergétique et écologique de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département ;
- 5° M. Laurent Depommier-Cotton, directeur du département transition numérique de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Géraldine Welter, directrice adjointe du département transition numérique de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département ;
- 6° M. Hammou Allali, directeur du département ville, immobilier et tourisme de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Yves Aguiton directeur adjoint du département ville, immobilier et tourisme de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département.

M. Christophe Genter, M. Pierre Aubouin, M. Gabriel Giabicani, M. Emmanuel Legrand, M. Laurent Depommier-Cotton et M. Hammou Allali sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction de l'investissement de la direction de la Banque des territoires.

Section 3 : Direction des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires

Article 18

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à M. Jérôme Lamy, directeur chargé des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général tous actes relevant des attributions de cette direction, y compris :

- 1° Les actes d'engagement et les actes d'engagement financier de tout type tels que les mandats de dépense, les titres de recettes, les octrois, les contrats et les restructurations de crédits, les préfinancements, les découverts, les cautions et les engagements par signature de tout type ainsi que les statuts de toute structure ou de toute personne morale dont l'objet ou l'activité relève des attributions de cette direction ;
- 2° Avec faculté de substituer ou de donner mandat, les contrats de crédit ou de restructuration de crédit, les actes de mutation de biens, les actes portant inscription d'hypothèques ou de privilège de prêteur de deniers au bénéfice de la Caisse des dépôts et consignations, les actes portant sur toutes autres sûretés et garanties prises au bénéfice de la Caisse des dépôts et consignations, ainsi que les renouvellements, cessions d'antériorité, mainlevées totales ou partielles avec ou sans constatation de paiement s'y rapportant ;
- 3° La mise à jour de la liste nominative des préposés de la Caisse des dépôts et consignations en leur qualité de mandataire ainsi que la mise à jour du montant et de la liste des engagements financiers entrant dans le cadre du mandat accordé ;
- 4° Les actes relatifs à la désignation de représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires ;
- 5° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions du code de la commande publique dans la

limite des attributions de la direction.

M. Jérôme Lamy est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires.

Article 19

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Lamy, délégation est donnée à M. Pascal Roubach, adjoint au directeur chargé des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires, et responsable du département pilotage, performance et conditions de vie, à l'effet de signer au nom du directeur général les actes mentionnés à l'article 18, à l'exclusion de ceux mentionnés au 4° et avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant de ceux mentionnés au 2° de cet article.

M. Pascal Roubach est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires.

Article 20

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Lamy, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, relevant des attributions de leur département respectif, à l'exclusion de ceux prévus aux 2 à 4° de l'article 18, à :

- 1° M. Xavier Baron, responsable du département service client et prestations bancaires ;
- 2° Mme Laetitia Dordain, responsable du département consignations et dépôts spécialisés.

M. Xavier Baron et Mme Laetitia Dordain sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires.

Article 21

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Lamy, délégation est donnée à M. Cédric Martin, responsable du département marketing et développement, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes relevant des attributions du département marketing et développement, à l'exclusion de ceux prévus aux 3° et 4° de l'article 18, et avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant de ceux mentionnés au 2° de cet article.

M. Cédric Martin est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires.

Article 22

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Lamy, délégation est donnée à M. Pascal Roubach, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous les mandats de dépenses relevant des attributions du département pilotage, performance et conditions de vie de la direction chargée des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires.

Article 23

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Lamy, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du directeur général, les actes visés au 5° de l'article 18, à :

- 1° M. Pascal Roubach, adjoint au directeur chargé des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires, et responsable du département pilotage, performance et conditions de vie ;
- 2° M. Xavier Baron, responsable du département service client et prestations bancaires ;
- 3° Mme Laetitia Dordain, responsable du département consignations et dépôts spécialisés ;
- 3° M. Cédric Martin, responsable du département marketing et développement.

Article 24

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Lamy, délégation est donnée à Mme Géraldine Lacroix à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes relevant de ses attributions d'expert de haut niveau en charge du développement de la responsabilité de tiers de confiance à la direction chargée des clientèles bancaires, y compris dans le cadre de la mise en œuvre du « Pass Culture », à l'exclusion des actes mentionnés aux 2° à 5° de l'article 18.

Mme Géraldine Lacroix est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires.

Article 25

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Roubach, adjoint au directeur chargé des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires, et responsable du département pilotage, performance et conditions de vie, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes relevant des attributions de leur unité ou service respectif, à l'exclusion de ceux prévus aux 2° à 5° de l'article 18, à :

- 1° Mme Emmanuelle De Bona, responsable déléguée et responsable transformation ;
- 2° Mme Cécile Chapon, responsable du système de management de la qualité ;
- 3° Mme Christine Boez, responsable pilotage opérationnel et partenariat DGFIP ;
- 4° M. Pierre Ben Aim, responsable processus et data ;
- 5° M. Didier Le Mener, responsable conditions de vie et qualité de vie au travail.

Mme Emmanuelle De Bona est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires.

Article 26

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier Baron, responsable du département service client et prestations bancaires, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes relevant des attributions de leur unité ou service respectif, à l'exclusion de ceux prévus aux 2° à 5° de l'article 18, à :

- 1° Mme Sylviane Le Saux, responsable déléguée appui et prestations bancaires ;
- 2° M. Olivier Guittet, responsable délégué par intérim service client, et responsable professions juridiques et personnes physiques ;
- 3° M. Rémy Baty, responsable clients professions juridiques ;
- 4° M. André-Antoine Acquaviva, responsable clients institutionnels ;
- 5° Mme Françoise Rouard, responsable clients personnels du groupe ;
- 6° Mme Véronique Debray, responsable organisation, achats et projets transversaux ;
- 7° M. Thierry Terracol, responsable habilitations et hotline ;
- 8° Mme Marie-Hélène Sperber, responsable banque en ligne ;
- 9° Mme Carène Guillemet, responsable clients personnes protégées par la loi ;
- 10° Mme Laetitia Dandrau, responsable clients institutionnels et instruments financiers ;
- 11° M. Philippe Roger, responsable instruments financiers ;

- 12° M. Dominique Neau, responsable pilotage opérationnel, organisation et appui aux services bancaires ;
- 13° Mme Cécile Gombert, responsable des risques opérationnels ;
- 14° M. Frédéric Vertut, responsable des moyens de paiement ;
- 15° Mme Sylvie Le Pavec, responsable comptabilité ;
- 16° M. Lino Bartolini, responsable de la tenue de compte ;
- 17° M Olivier Chauvin responsable par intérim appui opérationnel aux services bancaires.

Mme Sylviane Le Saux est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires.

Article 27

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laetitia Dordain, responsable du département consignations et dépôts spécialisés, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes relevant des attributions de leur unité ou service respectif, à l'exclusion de ceux prévus aux 2° à 5° de l'article 18, à :

- 1° Mme Michèle Maillet, responsable « Processus et SI métier » ;
- 2° M. Eric Betoule, responsable « Assistance SI » du service « Processus et SI métier » ;
- 3° Mme Ruth Lewkowicz, responsable projets du service « Processus et SI métier » ;
- 4° Mme Géraldine Cherrey, responsable des consignations ;
- 5° M. Sylvain Blanchet, responsable de la sphère administrative et judiciaire du service des consignations ;
- 6° M. Pierre Bourlet, responsable expertise et appui du service des consignations ;
- 7° Mme Caroline Mauguy, responsable du marketing opérationnel ;
- 8° M. Philippe Martinie, responsable de la restitution des avoirs en déshérence ;
- 9° Mme Ana Danis, responsable « Pilotage et gestion » en charge de la restitution des avoirs en déshérence ;
- 10° Mme Chantal Thomas, responsable « Gestion » en charge de la restitution des avoirs en déshérence ;
- 11° M. Laurent Marty, responsable risque et performance ;
- 12° M. Alain Moussier, responsable du projet de regroupement des pôles de gestion.

Article 28

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cédric Martin, responsable du département marketing et développement, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes relevant des attributions de leur service respectif, à l'exclusion de ceux prévus aux 3° à 5° de l'article 18, et avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant de ceux mentionnés au 2° de cet article, à :

- 1° Mme Emilie Berdellou, responsable déléguée en charge du marketing opérationnel ;
- 2° Mme Stéphanie Jacques, responsable déléguée en charge de l'expertise et développement ;
- 3° M. Olivier Le Bouch, responsable pilotage et coordination métier ;
- 4° M. Antoine Rioufol, responsable chefferie de projets.

Mme Emilie Berdellou et Mme Stéphanie Jacques sont habilitées à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires de la direction de la Banque des territoires.

Article 29

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cédric Martin, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite de leurs attributions de banquiers conseil au sein de la direction chargée des clientèles bancaires, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 3° à 5° de l'article 18, et avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant de ceux mentionnés au 2° de cet article, à :

- 1° M. Jean-Luc Delerin ;
- 2° M. Jean-Noël Forget ;
- 3° Mme Isabelle Liot ;
- 4° M. Albert Péry.

Chapitre III : Dispositions relatives à la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires

Article 30

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à Mme Gisèle Rossat-Mignod, directrice du réseau de la direction de la Banque des territoires et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Anne Guillaumat-Tailliet, directrice adjointe du réseau de la direction de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, relevant des attributions de cette direction, y compris :

- 1° Les documents relatifs à des titres financiers et toute convention de partenariat ;
- 2° Avec faculté de substituer ou de donner mandat ou procuration, les contrats de crédit ou de restructuration de crédit, les actes de mutation d'actifs, les actes d'affectation hypothécaire, de nantissement de titres financiers et droits sociaux et toutes autres sûretés et garanties ainsi que l'ensemble des mainlevées totales ou partielles s'y rapportant ;
- 3° Les documents relatifs à l'ouverture, la modification et la clôture des comptes bancaires et des comptes de dépôt et les documents relatifs à la fourniture ou la fin des prestations associées ;
- 4° Les actes relatifs aux prêts sur fonds d'épargne ;
- 5° Les actes relatifs à la création de sociétés, notamment les statuts de sociétés et pactes d'actionnaires, ou de toutes autres entités, ayant ou non la personnalité morale, dont l'activité relève de la compétence de cette direction ;
- 6° Les actes relatifs à la désignation des représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, visées au 4° du présent article ;
- 7° Les actes relatifs aux contrats relevant des dispositions du code de la commande publique.

Mme Gisèle Rossat-Mignod et Mme Anne Guillaumat-Tailliet sont habilitées à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout autre organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires.

Article 31

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Gisèle Rossat-Mignod et de Mme Anne Guillaumat-Tailliet, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 30 à M. Jean-François Berthier, directeur du département du pilotage et de la performance opérationnelle de la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires.

M. Jean-François Berthier est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout autre organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires.

Article 32

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Gisèle Rossat-Mignod et de Mme Anne Guillaumat-Tailliet, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de leur service ou département respectif de la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires, à :

- 1° M. Jean-Paul Guérin, directeur du département stratégie commerciale et appui au réseau de la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires ;
- 2° Mme Elisa Vall, directrice du département appui aux territoires de la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires.

M. Jean-Paul Guérin et Mme Elisa Vall sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et

consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout autre organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires.

Article 33

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Guérin, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de son département, à M. Ivan Lespagnol, directeur adjoint du département stratégie commerciale et appui au réseau et responsable du service stratégie et animation commerciales et, dans la limite des attributions de son service à M. Marc Sebire, responsable du service environnement de travail et assistance, à l'exclusion des actes visés aux 4°, 6° et 7° de l'article 30.

Article 34

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elisa Vall, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de leur service respectif de la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires, à l'exclusion des actes visés au 4°, au 6° et au 7° de l'article 30 à :

- 1° Mme Florence Mas, responsable du service ingénierie territoriale ;
- 2° Mme Myriam Mahé-Lorent, responsable du service information territoriale ;
- 3° M. Michel-François Delannoy, responsable du service programmes nationaux ;
- 4° M. Guillaume Couarraze, responsable du service appui au département et capitalisation.

Mme Florence Mas, Mme Myriam Mahé-Lorent, M. Michel-François Delannoy et M. Guillaume Couarraze sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout autre organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction du réseau de la direction de la Banque des territoires.

Article 35

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François Berthier, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de son service, à Mme Annie Gaudry Lastère, responsable qualité, expérience client et contrôle interne, à l'exclusion des actes visés aux 4°, 6° et 7° de l'article 30.

Article 36

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Gisèle Rossat-Mignod, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes mentionnés à l'article 30 dans la limite des attributions de leur direction régionale et de celles de la direction de la communication, du mécénat et de l'action culturelle, et avec faculté de substituer ou donner mandat s'agissant des actes mentionnés au 2° de cet article, à :

1° Pour la direction régionale Antilles-Guyane, M. Christophe Laurent, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Margareth Gabriel-Régis, directrice régionale adjointe ;

2° Pour la direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes, M. Philippe Lambert, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Mathieu Aufauvre, directeur régional adjoint et directeur du développement commercial et territorial, Mme Catherine Barrot, directrice régionale adjointe et directrice de l'appui au développement et M. Michel Pupin, secrétaire général ;

3° Pour la direction régionale Bourgogne-Franche-Comté, M. Antoine Bréhard, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Jean-Philippe Sarrette, directeur régional adjoint et directeur du développement commercial et territorial, M. Francis Cubeau-Rousseau, directeur régional adjoint et directeur de l'appui au développement, et M. Xavier Janin, secrétaire général ;

4° Pour la direction régionale Bretagne, M. Gil Vauquelin, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Patrick de Rugeriis, directeur régional adjoint et directeur du développement commercial

et territorial ;

5° Pour la direction régionale Centre-Val de Loire, Mme Julie-Agathe Bakalowicz, directrice régionale, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Christian Baudot, directeur régional adjoint ;

6° Pour la direction régionale Corse, M. Frédéric Noël, directeur régional et directeur du développement commercial et territorial, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Pierre Bignon, directeur régional adjoint et directeur territorial Haute Corse ;

7° Pour la direction régionale Grand Est, M. Patrick François, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Roland Massuda, directeur régional adjoint et directeur de l'appui au développement et M. Charles du Dresnay, secrétaire général ;

8° Pour la direction régionale Hauts-de-France, M. Olivier Camau, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Brigitte Louis, directrice régionale adjointe et directrice de l'appui au développement et Mme Anne Batt, secrétaire générale ;

9° Pour la direction régionale Ile-de-France, Mme Marianne Louradour, directrice régionale, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Ludovic Valadier, directeur régional adjoint et directeur de l'appui au développement investissements et participations, Mme Laurence Dehan, directrice régionale adjointe et directrice du développement commercial et des clientèles grands comptes, M. Arnaud de Cambiaire, directeur régional adjoint et directeur des clientèles juridiques et bancaires et M. Jean-Claude Daverdin, secrétaire général ;

10° Pour la direction régionale Normandie, Mme Céline Senmartin, directrice régionale et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Christel Sanguinée, directrice régionale adjointe et directrice du développement commercial et territorial, M. Christian Plattier, directeur régional adjoint et directeur de l'appui au développement et Mme Sylvie Lemée-Rousseau, secrétaire générale ;

11° Pour la direction régionale Nouvelle-Aquitaine, M. Patrick Martinez, directeur régional, et en cas d'absence ou d'empêchement, M. Patrice Bodier, directeur régional adjoint et directeur du développement commercial et territorial Nord, M. Rémi Heurlin, directeur régional adjoint et directeur du développement commercial et territorial Sud, Mme Annabelle Viollet, directrice régionale adjointe et directrice de l'appui au développement et M. Alain Paquin, secrétaire général ;

12° Pour la direction régionale Occitanie, M. Thierry Ravot, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Caroline Cartallier, directrice régionale adjointe et directrice du développement commercial et territorial et M. Brice Paquet, secrétaire général ;

13° Pour la direction régionale Pacifique, M. Hervé Tonnaire, directeur régional et directeur des Outre-mer ;

14° Pour la direction régionale Pays de la Loire, M. Philippe Jusserand, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Chantal Nonnotte, directrice régionale adjointe et directrice du développement commercial et territorial et Mme Céline Moisant, directrice régionale adjointe, directrice de l'appui au développement et secrétaire générale ;

15° Pour la direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Richard Curnier, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Thierry Bazin, directeur régional adjoint et directeur du développement commercial et territorial, M. Yannick Schimpf, directeur régional adjoint et directeur de l'appui au développement et M. Didier Balme, secrétaire général ;

16° Pour la direction régionale Réunion-Océan Indien, Mme Nathalie Infante, directrice régionale, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Christophe Loiseau, directeur régional adjoint.

Ces directeurs régionaux et, en cas d'absence ou d'empêchement, leurs adjoint(e)s et leur secrétaire général(e) mentionnés au présent article sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout autre organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de leur direction régionale respective.

Article 37

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur régional dont ils relèvent, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 30, à l'exclusion de ceux visés au 6° de cet article :

1° Pour la direction régionale Antilles-Guyane, à M. Christian Moutton, directeur territorial Guyane ;

2° Pour la direction régionale Corse, à Mme Béatrice Hurey-Jarry, directrice territoriale Corse du Sud ;

3° Pour la direction régionale Nouvelle-Aquitaine, à Mme Geneviève Puyau, directrice territoriale Pyrénées-Atlantiques avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

4° Pour la direction régionale Provence-Alpes-Côte-d'Azur, à M. Georges Faivre, directeur territorial Côte d'Azur, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30.

Article 38

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur régional dont ils relèvent, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 30, à l'exclusion de ceux visés au 6° et au 7°, dans la limite de leurs attributions respectives au sein de leur direction régionale d'affectation :

1° Pour la direction régionale Antilles-Guyane, à :

M. Edouard Bonnin, directeur territorial Guadeloupe et îles du Nord ;

M. Roland Picot, directeur territorial Martinique ;

M. Yoan Vilar, directeur territorial bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

2° Pour la direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes, à :

M. Christian Pascault, directeur territorial Haute-Loire et Loire ;

Mme Pascale Pineau, directrice territoriale Cantal, Puy-de-Dôme et Allier ;

Mme Mireille Faidutti, directrice territoriale Ain et Rhône ;

M. Olivier Morel, directeur territorial Métropole Lyon ;

M. Hubert Roche, directeur territorial Drôme et Ardèche ;

M. Eric Bulckaert, directeur territorial région, cohésion sociale et programmes ;

Mme Corinne Steinbrecher, directrice territoriale Isère, Savoie et Haute-Savoie ;

M. Guillaume Bonneville, responsable animation bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Maryline Mazières-Lagarrigue, responsable animation bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Jean-Louis Boullu, responsable pôle expertise et gestion du portefeuille ;

Mme Hanane Kadous-Ducailar, responsable pôle appui à la relation clientèle ;

3° Pour la direction régionale Bourgogne-Franche-Comté, à :

M. Cédric Aymonier, directeur territorial Bourgogne Sud ;

Mme Sophie Diemunsch, directrice territoriale Bourgogne Nord ;

M. Patrick Martin, directeur territorial Franche-Comté Nord ;

M. François Laigneau, directeur territorial Franche-Comté Sud ;

M. Gérald Bolatre, directeur territorial bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Nathalie Gladoux, responsable PIA - économie de la connaissance ;

M. Franck Taqui, responsable appui au développement des prêts, du bancaire et de l'investissement et responsable des partenariats régionaux ;

4° Pour la direction régionale Bretagne, à :

M. Philippe Besson, directeur territorial prêt ;

M. Pascal Bérard, responsable développement économique ;

Mme Elodie Frefield-Ferré, directrice territoriale investissement ;

Mme Mathilde Leterrier, directrice territoriale Finistère et Côtes d'Armor (Lannion et Guingamp) ;

M. Dominique Maquiné, directeur territorial bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat

s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Claudie Tanguy, responsable stratégie et partenariats régionaux ;

5° Pour la direction régionale Centre-Val de Loire, à :

M. Jean-Michel de Boisjolly, directeur territorial bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Sylvie Mosnier, directrice territoriale Loir-et-Cher, Indre-et-Loire et Loiret ;

Mme Marina Mauclair, directrice territoriale Cher, Eure-et-Loir et Indre ;

6° Pour la direction régionale Corse, à :

Mme Véronique Garcia, chargée de développement territorial prêt, investissement et bancaire ;

M. Damien Lambert, chargé de développement territorial prêt, investissement et bancaire ;

7° Pour la direction régionale Grand Est, à :

Mme Isabelle Halb-Siener, directrice territoriale Bas-Rhin, hors Eurométropole, et Pays de Bitche, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Alexandre Schnell, directeur territorial Eurométropole de Strasbourg, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Muriel Klingler, directrice territoriale Haut-Rhin avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Cyril Mangin, directeur territorial Moselle avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Sébastien Fournet-Fayard, directeur territorial Meuse et Haute-Marne avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Anthony Blais, directeur territorial Marne, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Sandrine Labrosse, directrice territoriale Meurthe-et-Moselle, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Véronique Bec, directrice territoriale Vosges avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Reynald Rennesson, directeur territorial Ardennes avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Vanessa Cordoba, directrice territoriale Aube avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Damien Augias, responsable stratégie, communication et coordination régionales ;

M. Philippe Crenner, responsable appui à la relation clientèle ;

M. Meher Chargui, responsable gestion des participations et des actifs ;

8° Pour la direction régionale-Hauts-de-France, à :

M. Fabien Bourgeois, directeur territorial Oise ;

Mme Céline Coche-Dequeant, directrice territoriale Aisne et Somme ;

M. Marc Levert, directeur territorial Métropole de Lille ;

M. Matthieu Denis, directeur territorial professions juridiques, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

9° Pour la direction régionale Ile-de-France, à :

M. Gilles Saly, directeur territorial grands comptes organismes de logement social ;

M. Claude Schneegans, directeur territorial grands comptes organismes de logement social ;

M. Fabien Ducasse, directeur territorial Région et Essonne ;

M. François Pierucci, directeur territorial bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Anne McQueen, directrice territoriale bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Camille Picard, directrice territoriale Seine-Saint-Denis et Val-d'Oise ;

M. Jean-Philippe Leyrat, directeur territorial Paris ;

Mme Sophie Ferracci, directrice territoriale Val-de-Marne et Seine-et-Marne ;

M. Grégoire Charbaut, directeur territorial Yvelines et Hauts-de-Seine ;

Mme Najoua Benfella-Masson, responsable de l'appui au développement « Financement et bancaire » ;

10° Pour la direction régionale Normandie, à :

M. Boubakeur Aibout, directeur territorial Eure et Seine-Maritime, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Ghislaine Séjourné, directrice territoriale Manche et Orne, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Céline Champeyrol-Buge, directrice territoriale Calvados, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. François Heiblé, responsable du centre de relations clients ;

M. Guillaume L'Huillier, responsable grands comptes professions juridiques, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

11° Pour la direction régionale Nouvelle-Aquitaine, à :

M. Bruno Chaptal de Chanteloup, directeur territorial Charente-Maritime, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Fabien Maillet, directeur territorial Deux-Sèvres et Vienne, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Nicolas Joyeux, directeur territorial Corrèze, Creuse et Haute-Vienne, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Zili Fu, directeur territorial Charente et Dordogne, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Arnaud Beyssen, directeur territorial Bordeaux Métropole (y compris le département de la Gironde pour l'activité bancaire), avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Jean-Paul Terren, directeur territorial Gironde (hors Bordeaux Métropole), Landes et Lot-et-Garonne, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Emmanuel Lacroix, directeur territorial grands comptes régionaux et innovation, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Eric Lanau, responsable animation bancaire ;

M. Claude Dieu, responsable expertise et montages investisseurs ;

Mme Sandrine Penouil, responsable appui à la relation clientèle ;

M. Benoît Fabre, responsable ingénierie financière et gestion des participations ;

Mme Brigitte Le Nours, responsable ressources humaines et moyens généraux ;

12° Pour la direction régionale Occitanie, à :

M. Jean-Marc Bou, directeur territorial Aveyron, Lot et Tarn, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Gilles Le Héricy, directeur territorial Aude, Ariège et Pyrénées-Orientales, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Jean-Sébastien Saulnier d'Anchald, directeur territorial Hérault, Gard et Lozère, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Christine Pujol-Noël, directrice territoriale Hérault, Gard et Lozère, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Olivier Livrozet, directeur territorial Haute-Garonne, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Caroline Dubois, directrice territoriale Gers, Hautes-Pyrénées et Tarn-et-Garonne par intérim, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Véronique Sas, directrice territoriale professions juridiques, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Vincent Boursier, responsable du pôle contractualisation ;

M. Gilles Bonny, responsable du pôle cohésion ;

Mme Isabelle Leguay, coordination PIA et programmes Action Cœur de ville et Territoires d'industrie ;

13° Pour la direction régionale Pacifique, à :

M. Eric Pannoux, directeur territorial prêt, investissement et bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Franck Lasade, directeur administratif et financier ;

14° Pour la direction régionale Pays de la Loire, à :

M. Anthony Barbier, directeur territorial Loire-Atlantique, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Olivier Variot, directeur territorial Sarthe et Mayenne, avec faculté de substituer ou de donner mandat

s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Olivier Bourhis, directeur territorial Maine-et-Loire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Stéphane Lafargue, directeur territorial Vendée, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

15° Pour la direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, à :

M. Gilles Boyer, directeur territorial Bouches du Rhône, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Christelle Assié, directrice territoriale Méditerranée, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

Mme Karen Bouvet, directrice territoriale innovation/incubation/économie sociale et solidaire ;

M. Christian Cariou, directeur territorial Alpin Rhodanien, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

16° Pour la direction régionale Réunion-océan Indien, à :

M. Philippe Mathieu, directeur territorial bancaire, avec faculté de substituer ou de donner mandat s'agissant des actes visés au 2° de l'article 30 ;

M. Arnaud Meyer, directeur administratif et financier.

Article 38 bis

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur régional dont ils relèvent, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés au 3° de l'article 30, dans la limite de leurs attributions respectives au sein de leur direction régionale d'affectation :

1° Pour la direction régionale Antilles-Guyane, à :

M. Mathieu Forax, chargé de développement territorial ;

2° Pour la direction régionale Auvergne Rhône-Alpes, à :

Mme Sophie Capocci, chargée de développement territorial ;

M. Pascal Charaux, chargé de développement territorial ;

M. Arnaud Deroubaix chargé de développement territorial ;

Mme Anne-Marie Drogue, chargée de développement territorial ;

3° Pour la direction régionale Bourgogne Franche-Comté, à :

Mme Rachel Fugier, chargée de développement territorial ;

M. Pierre Labregere, chargé de développement territorial ;

Mme Béatrice Rougeon, chargée de développement territorial ;

4° Pour la direction régionale Bretagne, à :

Mme Oriane Baraduc, chargée de développement territorial ;

M. François Bosca, chargé de développement territorial ;

Mme Fabienne Merlin, chargée de développement territorial ;

5° Pour la direction régionale Centre-Val de Loire, à :

Mme Marine Chanu, chargée de développement territorial ;

M. Jacques Rols, chargé de développement territorial ;

Mme Muriel Favia-Save, chargée de développement territorial ;

6° Pour la direction régionale Grand-Est, à :

Mme Magali Rivasseau, chargée de développement territorial ;

M. Nassim Bara, chargé de développement territorial ;

M. Hiarivelo Randrianantoandro, chargé de développement territorial ;

Mme Rachel Maujean, chargée de développement territorial ;

Mme Stéphanie Bechamps, chargée de développement territorial ;

M. Vivien Peytel, chargé de développement territorial ;

7° Pour la direction régionale Hauts de France, à :

Mme Christine Froment, chargée de développement territorial ;

M. Jean Leroy, chargé de développement territorial ;

M. Vincent Couillet, chargé de développement territorial ;
M. Yves Billaud, chargé de développement territorial ;

8° Pour la direction régionale Ile de France, à :
Mme Carole Faucher, chargée de développement territorial ;
Mme Nina Fevres, chargée de développement territorial ;
Mme Laura Kern, chargée de développement territorial ;
Mme Coumba Begue, chargée de développement territorial ;
Mme Nathalie Marthely, chargée de développement territorial ;
Mme Céline Naudain-Varela, chargée de développement territorial ;
Mme Emmanuelle Russel, chargée de développement territorial ;
M. Frank Vintenat, chargé de développement territorial ;
M. Bertrand Guillelmet, chargé de développement territorial ;

9° Pour la direction régionale Normandie, à :
M. Saliou Ba, chargé de développement territorial ;
Mme Frédérique Leclerc, chargée de développement territorial ;
M. Pierre-Alain Moreau, chargé de développement territorial ;

10° Pour la direction régionale Nouvelle-Aquitaine, à :
Mme Sandra Demongeot, chargée de développement territorial ;
M. David Cornudet, chargé de développement territorial ;
M. François Gambey, chargé de développement territorial ;
M. Philippe L'Hospital, chargé de développement territorial ;
Mme Christine Mathieu, chargée de développement territorial ;
M. Erik Dedieu, chargé de développement territorial ;
M. Bertrand Souleillebou, chargé de développement territorial ;
M. Jean-François Roethlisberger, chargé de développement territorial ;
Mme Marielle Thomas, chargée de développement territorial ;

11° Pour la direction régionale Occitanie, à :
Mme Adrienne Estrada-Héritier, chargée de développement territorial ;
Mme Muriel Guichard, chargée de développement territorial ;
Mme Claire Beyer, chargée de développement territorial ;
Mme Zora Marcaud, chargée de développement territorial ;
M. Yvain Lacroix-Andrivet, chargé de développement territorial ;

12° Pour la direction régionale Pays de la Loire, à :
Mme Nathalie Baccari, chargée de développement territorial ;
Mme Jeanne Vergne, chargée de développement territorial ;
M. Fabrice Archambaud, chargé de développement territorial ;
Mme Céline Percevault, chargée de développement territorial ;
Mme Sylvie Pointreau, chargée de développement territorial ;

13° Pour la direction régionale Provence-Alpes-Côte-d'Azur, à :
Mme Martine Mounier, chargée de développement territorial ;
M. Pascal Roselet, chargé de développement territorial ;
M. Ludovic Primot, chargé de développement territorial ;
M. Philippe Ricard, chargé de développement territorial ;

14° Pour la direction régionale Réunion-Océan indien, à :
M. Jean-Marie Bassouamina, chargé de développement territorial.

Article 39

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Gisèle Rossat-Mignod, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes relatifs à l'exercice de la fonction d'autorité de certification et de la fonction d'organisme de paiement pour les programmes européens cofinancés par le fonds structurel FEDER, dans la limite de leurs attributions, à :

1° M. Christophe Laurent, directeur régional, pour la direction régionale Antilles-Guyane, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à :

- M. Christian Moutton, directeur territorial Guyane ;
- M. Edouard Bonnin, directeur territorial Guadeloupe et îles du Nord ;
- M. Roland Picot, directeur territorial Martinique ;
- M. Yoan Vilar, directeur territorial bancaire ;
- Mme Margareth Gabriel-Régis, directrice administrative et financière ;

2° Mme Nathalie Infante, directrice régionale, pour la direction régionale Réunion-Océan Indien, et, en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, à :

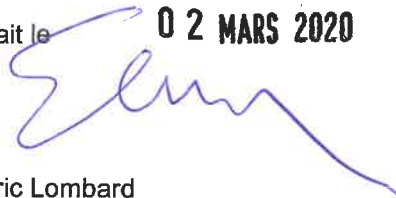
- M. Philippe Mathieu, directeur territorial bancaire ;
- M. Christophe Loiseau, directeur territorial investissement et prêt ;
- M. Arnaud Meyer, directeur administratif et financier.

Chapitre IV : Dispositions finales

Article 40

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Caisse des dépôts et consignations.

Fait le **02 MARS 2020**



Eric Lombard